



RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2018

clos le 30 juin 2018

Les comptes semestriels consolidés 2018 ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Global EcoPower lors de sa réunion du 10 décembre 2018. Les comptes ont fait l'objet d'une mission d'examen limité contractuel par le nouveau commissaire aux comptes, la société CBP AUDIT & ASSOCIES, représentée par Mme. Christine BLANC-PATIN, nommée au cours de l'assemblée générale du 10 décembre 2018.

Jean-Marie SANTANDER, Président - Directeur général : « Je me félicite de cette nouvelle organisation et je constate que les résultats viennent confirmer la stratégie que nous souhaitons développer depuis longtemps : créer des complexes écologiques, à énergie positive, qui mettent en œuvre des produits à haute valeur ajoutée et des énergies renouvelables. La réalisation du complexe algo-solaire de Payra-sur-l'Hers, initiée en 2018, s'achèvera à la fin du 1^{er} semestre 2019.

Le Comité stratégique soutient le management dans la réalisation de ces complexes et l'incite à développer de nouvelles opérations de ce type. Je suis très confiant dans l'avenir de Global EcoPower et je suis convaincu que ce nouveau Conseil d'administration est un gage de réussite pour notre Groupe. Je tiens également à remercier le Tribunal de commerce d'Aix-en-Provence qui a su mener, avec efficacité, une opération de conciliation importante pour Global EcoPower. »

RESULTATS SEMESTRIELS 2018

En K€ - Données consolidées	S1 2018	S1 2017	Variation	Année 2017
Chiffre d'affaires	13 127	12 670	+3,6%	21 792
EBITDA⁽¹⁾	2 946	1 347	+118%	2 693
Marge d'EBITDA (en % du chiffre d'affaires)	22,4%	10,6%		12,3%
Résultat opérationnel courant⁽²⁾	3 225	1 354	+138%	1 579
Marge opérationnelle courante (en % du chiffre d'affaires)	24,5%	10,6%		7,2%
Résultat financier	-43	-18		-109
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 042	-659	NA	-1 255
Résultat net part du groupe	2 042	-659	NA	-1 255

(1) L'EBITDA (*Earnings before interest, taxes, depreciation, and amortization*) correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations et reprises d'amortissements et provisions d'exploitation

(2) Le résultat opérationnel courant correspond au résultat d'exploitation et n'intègre pas les éléments non courants ayant un caractère exceptionnel.





■ **Compte de résultat consolidé**

Global EcoPower a enregistré un chiffre d'affaires semestriel consolidé de 13 127 K€, réalisé à 100% en France, représentant une croissance de +3,6% par rapport au 1^{er} semestre 2017.

L'EBITDA semestriel s'est établi à 2 946 K€, soit 22,4% du chiffre d'affaires contre 10,6% au 1^{er} semestre 2017. Cette progression de +118% de l'EBITDA provient de la marge dégagée sur le complexe algo-solaire de l'Hers.

Le résultat opérationnel du semestre s'élève à 3 225 K€, contre 1 354 K€ au 30 juin 2017.

Le résultat net part du groupe ressort à 2 042 K€ contre une perte de 659 K€ au 30 juin 2017.

■ **Bilan consolidé**

Au 30 juin 2018, les capitaux propres du Groupe s'élevaient à 10 359 K€ contre 8 333 K€ au 31 décembre 2017.

Les dettes financières ressortent à 2 570 K€, quasiment inchangées par rapport au 31 décembre 2017 (2 451 K€).

Au 30 juin 2018, Global EcoPower disposait d'une trésorerie de 2 726 K€, comparée à 8 245 K€ au 31 décembre 2017. Cette variation s'explique par les fonds propres investis par le Groupe dans le complexe algo-solaire de l'Hers en cours de construction, dans l'attente de la mise en place de la dette sénior.

ASSEMBLEE GENERALE DU 10 DECEMBRE 2018

Les résultats détaillés de l'Assemblée Générale seront mis en ligne le 12 décembre sur le site de GEP.

D'ores et déjà, il convient de noter les principales décisions suivantes :

■ **Approbation des comptes 2017**

L'assemblée générale a approuvé les comptes annuels clos le 31 décembre 2017 de GEP ainsi que les comptes consolidés du Groupe.

■ **Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes**

L'Assemblée Générale a nommé la société CBP AUDIT & ASSOCIES, représentée par Mme. Christine BLANC-PATIN, en qualité de Commissaire aux comptes, en remplacement de la société PKF, représentée par M. Guy CASTINEL. Mme. Christine BLANC-PATIN est également expert de justice auprès de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence. CBP AUDIT assurera son mandat pour une durée de 6 ans venant à expiration lors de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2023. Il est à noter que les comptes semestriels 2018 ont fait l'objet d'une mission d'examen limité contractuel par CBP AUDIT & ASSOCIES.

■ **Nomination de quatre nouveaux administrateurs**

L'Assemblée Générale a nommé en qualité d'administrateurs, avec effet immédiat, et pour une durée de six années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir dans l'année 2024 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé :

- M. Philippe DESTENBERT, chef d'entreprise
- M. Christian MUNIER, chef d'entreprise
- Mme. Danielle SAMAILLE, chef d'entreprise
- Mme. Barbara Alejandra Monica BRÜHL-DAY, chef d'entreprise

NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A l'issue de l'Assemblée générale du 10 Décembre 2018, le Conseil d'administration de GEP s'est réuni le même jour. Etaient présents les cinq administrateurs en fonction avant l'Assemblée Générale,

- M. Jean-Marie SANTANDER, Président du Conseil d'administration





- Mme. Brigitte NOBRE, Vice-Présidente du Conseil
- M. Philippe PERRET,
- Mme. Marie-Noëlle GUICHERD
- M. Richard FINDYKIAN

ainsi que les quatre nouveaux administrateurs élus par l'Assemblée Générale.

Le nouveau Conseil d'administration a arrêté les comptes semestriels 2018 de GEP, objet de la présente communication.

Mme. Brigitte NOBRE a proposé à M. Philippe DESTENBERT le poste de Vice-Président du Conseil. Nous en profitons pour remercier Mme. Brigitte NOBRE pour son travail et son soutien de tous les jours à M. Jean-Marie SANTANDER lors du conflit avec les actionnaires historiques suisses, dans le cadre d'une prise de contrôle rampante. Mme. Brigitte NOBRE va rester très active au sein du Conseil d'administration de Global EcoPower. A l'occasion de sa retraite, elle vient de quitter SOCOTEC, dont elle assurait la Direction Générale PACA-Corse depuis de nombreuses années.

Mme. Marie-Noëlle GUICHERD, qui a accompli un excellent travail depuis sa nomination, a démissionné de son poste d'administrateur, compte tenu du développement très favorable de son cabinet d'avocats. Mme. Marie-Noëlle GUICHERD sait que le développement de Global EcoPower dans des opérations écologiques mettant en œuvre des énergies renouvelables, va conduire à plus de travail, qu'elle ne pourra assurer.

Le Conseil d'administration de GEP se compose donc dorénavant de huit personnes, dont six administrateurs indépendants.

PERSPECTIVES

Compte tenu du fait que l'opération de Payra-sur-l'Hers s'étale sur trois semestres, le Groupe est confiant, à ce stade de l'exercice, de pouvoir maintenir un niveau de chiffre d'affaires au 2nd semestre 2018 équivalent à celui du 1^{er} semestre.



**GLOBAL ECOPOWER SA
Arteparc du Bachasson
Rue de la carrière de Bachasson
13 590 MEYREUIL**

**RAPPORT SUR L'EXAMEN LIMITE
DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES**

Période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018

RAPPORT SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

Période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018

Aux actionnaires,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par la direction et qui a fait l'objet de notre lettre en date du 15 novembre 2018, nous avons effectué un examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Global EcoPower relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que les informations relatives à la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017 présentées à titre comparatif n'ont pas fait l'objet d'un rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle.

Ces comptes semestriels consolidés ont été préparés sous la responsabilité de la direction. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen conformément aux dispositions de la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission d'examen limité des comptes. Cette norme requiert la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir de la direction les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'éléments qui nous conduisent à considérer que les comptes semestriels consolidés ne sont pas établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel comptable qui leur est applicable.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point relatif à la recherche de financements exposé dans les informations relatives au Tableau de Flux de Trésorerie page 7 et les notes 7.3 et 7.4 de l'annexe « Evénements postérieurs à la clôture ».

A Marseille, le 11 décembre 2018

CBP Audit & Associés



Christine Blanc-Patin



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS 30 JUIN 2018





TABLE DES MATIERES

Bilan.....	3
Compte de résultat.....	4
tableau de variation des capitaux propres	5
Tableau de flux de trésorerie	6
Notes annexes aux états financiers consolidés	7
Note 1. Informations générales	7
Note 2. Base de préparation des états financiers	8
Note 3. Particularités des comptes semestriels.....	8
Note 4. Règles et méthodes comptables.....	9
Note 5. Périmètre de consolidation	10
Note 6. Faits marquants de la période	11
Note 7. Evénements postérieurs à la clôture	11
Note 8. Stocks et en-cours	12
Note 9. Clients et autres créances	13
Note 10. Trésorerie et équivalents de trésorerie	14
Note 11. Capital social.....	14
Note 12. Bons de souscription d'actions	15
Note 13. Provisions.....	15
Note 14. Dettes financières	16
Note 15. Fournisseurs et autres passifs courants	17
Notes sur le compte de résultat	18
Note 16. Chiffre d'affaires.....	18
Note 17. Résultat financier	18
Note 18. Impôt sur les bénéfices	19



BILAN

En milliers d'euros

Actif	Notes	30/06/2018	31/12/2017
Ecarts d'acquisition		-	-
Immobilisations incorporelles		4 270	4 186
Immobilisations corporelles		191	132
Immobilisations financières		351	379
Actif immobilisé		4 812	4 697
Stocks et en-cours	8	353	170
Clients et comptes rattachés	9	20 477	6 032
Impôts différés actif		1	1
Autres créances et comptes de régularisation	9	3 609	1 915
Disponibilités	10	2 726	8 245
Actif circulant		27 166	16 364
Total de l'actif		31 977	21 060

Passif	Notes	30/06/2018	31/12/2017
Capital	11	2 097	2 067
Primes d'émission		2 654	2 654
Réserves consolidées		3 565	4 866
Résultat consolidé		2 043	(1 255)
Capitaux propres - Part du groupe		10 359	8 333
Autres fonds propres		-	-
Intérêts minoritaires		(0)	(0)
Capitaux propres - Total		10 359	8 333
Provisions	13	747	790
Emprunts et dettes diverses	14	2 570	2 451
Impôts différés passif		-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	15	10 259	3 462
Autres dettes et comptes de régularisation	15	8 043	6 024
Dettes		20 872	11 937
Total du passif		31 977	21 060



COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros

	Notes	30/06/2018	30/06/2017
Chiffre d'affaires	16	13 127	12 670
Autres consommations externes		(8 215)	(9 414)
Charges de personnel		(2 180)	(2 339)
Impôts et taxes		(33)	(107)
Dotations nettes aux amortissements		(59)	(43)
Dotations nettes aux provisions		339	50
Autres produits et charges opérationnels		247	537
Résultat opérationnel (1)		3 225	1 354
Autres produits et charges non courantes (4)		(101)	(1 895)
Résultat financier	17	(43)	(18)
Résultat courant des sociétés intégrées		3 081	(559)
Impôts sur les résultats	18	(1 038)	(100)
Résultat net des sociétés intégrées		2 042	(659)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 042	(659)
Résultat des minoritaires			(0)
Résultat net part du Groupe		2 042	(659)
Nombre d'actions avant dilution		6 355 206	5 902 466
Résultat net par action (en euros)		0,32	(0,11)
Nombre d'actions après dilution		8 625 906	5 902 466
Résultat net dilué par actions (en euros) (2)		0,24	(0,11)
EBITDA (3)		2 946	1 347

(1) Le résultat opérationnel correspond au résultat d'exploitation et n'intègre pas les éléments ayant un caractère de produits ou charges exceptionnels non courants.

(2) Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du groupe) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le groupe.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Il ne prend pas en compte les BSA annulés au 31 juillet 2018 car non exercés (CF. note 12).

(3) L'EBITDA (Earnings before Interest, taxes, depreciation, and amortization) correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations et reprises d'amortissements et provisions d'exploitation.

(4) Sur l'exercice 2017, les « autres produits et charges non courantes » étaient impactées par les pertes sur la centrale Vega Serena à Porto Rico suite au passage de l'ouragan Maria.



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros

	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au Capital	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total part du groupe	Intérêts minoritaire	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Situation au 31 décembre 2016	5 472 466	1 806	1 522	3 296	1 642	8 265	0	8 265
Augmentation de capital	430 000	142	1062	-	-	1 204	-	1 204
Affectation du résultat	-	-	-	1642	-1642	-	-	0
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	(659)	-659	-	-659
Titres d'auto-contrôle	-	-	-	12	-	12	-	12
Variation de périmètre	-	-	1	-	-	1	-	1
Situation au 30 juin 2017	5 902 466	1 948	2 585	4 950	-659	8 822	0	8 822
Augmentation de capital	361628	119	69	-	85	-	-	103
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	(595)	- 595	-	595
Titres d'auto-contrôle	-	-	-	3	-	3	-	3
Autres variations	-	-	-	0	-	0	-	0
Situation au 31 décembre 2017	6 264 094	2 067	2 654	4 867	-1 255	8 333	0	8 333
Augmentation de capital	91112	30	-	30	-	-	-	-
Affectation du résultat	-	-	-	1255	1255	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	2 043	2 043	-	2 043
Titres d'auto-contrôle	-	-	-	16	-	16	-	16
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
Situation au 30 juin 2018	6 355 206	2 097	2 654	3 567	2 043	10 359	-	10 359



TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'euros

En K - EUR	Note	30/06/2018	30/06/2017
Résultat net consolidé		2 042	(659)
Retraitements de consolidation sans impact cash			
Amortissements et provisions		-84	43
Variation des impôts différés	18		3
Plus-values de cession, nettes d'impôt			1
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		1 959	(612)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-7 532	-4 741
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(5 573)	(5 353)
Acquisition d'immobilisations		-147	-199
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		98	102
Incidence des variations de périmètres			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(49)	(97)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire			1 204
Emissions d'emprunts	14	215	3 260
Remboursements d'emprunts	14	-6	-4
Cession (acquisition) nette d'actions propres		-16	12
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		192	4 472
Incidence des variations de cours des devises		0	1
Variations de trésorerie		(5 429)	(978)
Trésorerie d'ouverture	10	8 097	1 312
Trésorerie de clôture	10	2 667	334

Le niveau du Besoin en Fonds de Roulement est à apprécier dans un contexte de prise en compte du chiffre d'affaires à l'avancement. La majorité du chiffre d'affaires du 1er semestre 2018 est ainsi en factures à établir et non encaissé à la clôture.

Le développement du complexe algo-solaire de Payra-sur-l'Hers et l'obtention de cinq permis de construire (pour cinq centrales) à la fin de l'exercice 2017 a entraîné le démarrage des travaux de construction au cours du 1er semestre 2018 et le financement des travaux assuré par les fonds propres du Groupe sur cette période.

Au 30 juin 2018, la trésorerie nette est de 2.7 millions d'euros contre 8.1 millions d'euros au 31 décembre 2017. Cette variation s'explique principalement par les besoins de fonds propres investis par le Groupe



dans le complexe de Payra-sur-l'Hers, dont la construction a débuté au début de l'année. Il convient de rappeler que le financement de l'opération nécessite un peu plus de six millions de fonds propres.

Par ailleurs, le niveau élevé (ponctuel) du besoin de fonds de roulement s'explique par le fait que GEP doit assurer la construction jusqu'à la mise en place des financements bancaires.

Avant de débiter les travaux, le Groupe s'assure préalablement du financement de l'opération et des fonds propres que les banquiers exigeront. En l'occurrence, le Groupe a obtenu un « term sheet » des banques BPGO et BPRI en vue d'organiser un crédit syndiqué (voir détail ci-après) et a commencé ses échanges avec des tiers investisseurs (voir ci-après). Ainsi :

- Une syndication de banques, menée par la Banque Populaire Grand-Ouest – Grand Ouest Syndication (BPGO) et la Banque Populaire Rives de Paris (BPRI) et incluant le Crédit Coopératif et la Caisse d'Epargne envisage la mise en place d'une dette Senior de 26.2 millions d'euros pour les différentes tranches du projet auxquels pourront s'ajouter des crédits relais (TVA de 4 000 000 € + subventions de 1 320 000 €). L'analyse du financement par les différents comités est en cours de finalisation.
- Un investisseur, spécialisé dans la cogénération, a transmis le 5 novembre 2018 une lettre d'intention portant sur le rachat des actions des sociétés support de projet des deux centrales de cogénération et les deux centrales en toiture des serres. En fonction de la réponse définitive de cet investisseur, GEP n'exclue pas d'organiser un processus de vente concurrentiel, comme cela a été fait pour les cessions des trois dernières centrales éoliennes (une centrale par an).

A ce jour, la direction est confiante dans la réalisation de l'un ou l'autre mode de financement.

Les dettes financières s'élèvent à 2.6 millions d'euros contre 2.5 millions d'euros au 31 décembre 2017.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Note 1. Informations générales

Global EcoPower (« la Société ») est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé dans l'Arteparc du Bachasson, Bâtiment A – Rue de la Carrière de Bachasson, 13590 MEYREUIL.

La Société ainsi que ses filiales (« le Groupe ») interviennent essentiellement dans la construction de centrales autonomes de production d'électricité mettant en œuvre des énergies renouvelables et notamment photovoltaïques et éoliennes.

Jusqu'à mi-2014, GEP identifiait, sélectionnait et faisait acquérir par ses clients « avant construction » des projets disposant des droits et autorisations permettant la construction de centrales « clés en main ».



Depuis mi-2014, GEP acquiert les droits, met en place les financements, construit et raccorde les centrales avant de les céder, tout en poursuivant leur exploitation (O&M) pour le compte de tiers investisseurs.

Depuis 2018, GEP c'est la construction de complexes écologiques produisant des produits à forte valeur ajoutée comme la spiruline, la phycocyanine, le safran, etc... à énergie positive et en autoconsommation totale ou partielle. GEP s'est orientée sur la construction de serres car le Groupe dispose de fortes compétences en la matière, suite à la construction de serres photovoltaïques de +/- 60 000 m² à Bourgneuf-en-Mauges en 2011-2012 (complexe qui cultive des fraises et des framboises). Plusieurs projets, autre que l'opération de Payra-sur-l'Hers, sont en cours d'étude en France, au Maroc et en Grèce.

Par ailleurs, GEP a débuté un programme de construction pour son propre compte de centrales PV de moins de 100kW. Plusieurs projets sont en cours actuellement.

Global EcoPower est une entreprise structurée, dotée d'une équipe expérimentée, qui maîtrise l'ensemble du processus de construction des centrales, allant du développement, à la construction de la centrale, au raccordement au réseau, à la mise en service industrielle (MSI) et à l'exploitation.

La Société est cotée à Paris sur le marché Euronext Growth.

Note 2. Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés semestriels de Global EcoPower ont été établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises :

- Règlement CRC n° 99-02 et n°2005-10 du Comité de la Réglementation Comptable ;
- Recommandation CNC n° 99-R01 relative aux comptes intermédiaires.

Note 3. Particularités des comptes semestriels

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés précédents. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le recours à des estimations peut être plus important que dans les comptes annuels notamment pour certains postes de charges d'exploitation.

Il n'est pas procédé à des tests de dépréciation dans le cadre des comptes semestriels.

L'activité du Groupe ne présente pas de caractère saisonnier ou cyclique particulier.



Note 4. Règles et méthodes comptables

4.1. Produits des activités ordinaires

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de centrales ou de services est comptabilisé net des remises et des avantages commerciaux consentis et des taxes sur vente, dès lors que le transfert aux clients des risques et avantages inhérents à la propriété a eu lieu ou que le service a été rendu. Le chiffre d'affaires comprend les travaux en cours.

Les contrats à long terme portant sur la construction de centrales ou la fourniture de services (contrats EPC) sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Cette méthode consiste à comptabiliser le résultat et le chiffre d'affaires à l'avancement à chaque arrêté de comptes.

4.2. Détermination du pourcentage d'avancement

Le pourcentage d'avancement a été déterminé à partir du rapport constaté entre le coût des travaux et des services exécutés à la date d'arrêté rapporté au total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.

4.3. Détermination des produits à comptabiliser à l'avancement en fin de période

Le montant des produits à comptabiliser à l'avancement en fin de période correspond au pourcentage d'avancement appliqué aux prévisions de recettes sur la durée totale de l'opération.

4.4. Détermination des coûts d'exécution du contrat

Les charges relatives à un contrat à long terme comprennent :

- Les coûts directement imputables à ce contrat (main d'œuvre, sous-traitance, honoraires, conception et assistance technique...);
- Les coûts indirects, rattachables aux contrats en général, pour la quote-part susceptible d'être affectée à ce contrat ;
- Les provisions pour risques et aléas correspondant aux dépassements des charges directement prévisibles.

Les charges directes se décomposent selon les lots suivants : travaux, frais commerciaux, assurance, bureau de contrôle, huissier, étude de sol, mesures de plateforme, géomètre, ERDF, travaux de télécommunication, pilotage travaux, ...

Toutes les charges directes font l'objet d'un contrat signé stipulant une rémunération fixe et forfaitaire. Le niveau d'avancement de ces charges est défini par le directeur technique selon l'avancement constaté à la date d'arrêté pour chacun des lots.



Les provisions pour aléas sont évaluées de manière forfaitaire par projet.

Sont exclus tous les coûts qui ne peuvent être imputés aux contrats en général ou à un contrat donné (frais administratifs d'ordre général, frais de recherche et développement et frais de commercialisation non imputables à un contrat donné).

Les produits sont régularisés à la hausse ou la baisse par une écriture de produit à recevoir ou de produit constaté d'avance. Cette régularisation permet de traduire au résultat de chaque exercice l'état d'avancement du contrat en lui affectant les produits déterminés en fonction du pourcentage d'avancement.

4.5. Autres informations

Sauf indication contraire, les données chiffrées sont présentées en milliers d'euros.

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes comptables françaises, repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction qui affectent le montant des actifs et passifs à la date d'arrêté et le montant des produits et charges de la période.

Note 5. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation, au 30 juin 2018, se présente comme suit :

Sociétés	Adresse	SIRET	% d'intérêt		Méthode de consolidation
			2018	2017	
Global Ecopower	Arteparc de Bachasson - rue de la carrière de Bachasson 13590 Meyreuil	37 877 574 600 092	Mère	Mère	Mère
Investéole (devenue GEP Research)	Idem Mère	51 086 704 700 027	100%	100%	IG
GEP-Assets	Idem Mère	82 267 676 300 029	100%	100%	IG
GEP- Développement	Idem Mère	82 083 234 300 025	100%	100%	IG
GEP EM	Angle Boulevard Abdelmoumen et Boulevard Anoual - Casablanca -	N/A	100%	100%	IG
GEP Hellas	Tria Monastiria O, Municipality of Rethymnon, GREECE	N/A	100%	100%	IG
GEP International	Idem Mère	51 848 447 200 023	100%	100%	IG
Senergies	Idem Mère	52 013 085 700 037	100%	100%	IG

IG : Intégration globale



Note 6. Faits marquants de la période

- **6.1. Conflits d'actionnaires avec un bloc de concertistes**

Un bloc de concertistes composé de Monsieur Guy Huet, de Semper Finance, de Nevil Von Tscharner et de Richard Von Tscharner (+/- 40% du capital) est entré en conflit important avec M. Jean-Marie Santander, qui intervenait pour le compte de GEP. Ce conflit a mobilisé le PDG pendant de nombreuses semaines et a fait supporter à la société GEP des frais d'avocats importants.

- **6.2. Lauréat de la CRE4**

Suite aux permis de construire devenus définitifs le 16 novembre 2017, GEP a répondu à l'appel d'offres dit CRE4 et a été lauréat le 12 janvier 2018 pour un contrat d'achat de l'électricité produite sur une durée de 20 ans au prix de 80 €/MW + 3 €/MW si contrat participatif.

- **6.3. Début des travaux du complexe de Payra-sur-l'Hers**

GEP a entamé les travaux du complexe de Payra-sur-l'Hers en début d'année afin de pouvoir finir, dans un premier temps les deux centrales de cogénération avant fin octobre 2018, dans le but de bénéficier du contrat C13. Il est à noter que GEP bénéficie de ce contrat très favorable donnant ainsi beaucoup de valeur aux deux centrales, lors des cessions.

- **6.4. Réserve du Commissaire aux comptes**

Alors que le conflit avec les actionnaires (voir 6.1) atteignait son paroxysme, le Commissaire aux comptes, par prudence excessive, a souhaité émettre une réserve dans son rapport sur les comptes 2017, ce qui a renforcé la force du conflit et a empêché GEP de commencer à monter le financement avec les banques. GEP a dû assurer le financement, la société ne pouvant pas se permettre de ne pas construire les deux centrales de cogénération avant le 30 octobre 2018. A la suite d'informations complémentaires et de l'avis du Professeur Escaffre, le Commissaire aux comptes a levé sa réserve et émis un nouveau rapport sur les comptes 2017 en date du 8 octobre 2018.

11

Note 7. Evènements postérieurs à la clôture

- **7.1. Levée de réserves du Commissaire aux comptes**

Suite à la réserve faite par le Commissaire aux comptes, la société a fait intervenir Lionel Escaffre, Professeur d'université et spécialiste des normes et pratiques comptables, qui a émis un avis contraire à la position du Commissaire aux comptes. Comme indiqué à la note 6.4, le Commissaire aux comptes a levé sa réserve et émis un nouveau rapport sur les comptes 2017 sans réserve. Finalement, un Conseil d'administration en date du 17 octobre 2018 a arrêté de nouveau les comptes consolidés de GEP.

- **7.2. Fin du conflit avec les actionnaires concertistes**

Sous l'égide du Tribunal de commerce d'Aix-en-Provence, un accord de conciliation a été convenu entre Jean-Marie SANTANDER, intervenant pour le compte de GEP et les concertistes. Désormais les concertistes ont vendu leurs actions et de nouveaux actionnaires les ont remplacés.



• **7.3. Obtention d'un term sheet de BPGO et de BPRI**

Une syndication de banques, menée par la Banque Populaire Grand-Ouest – Grand Ouest Syndication (BPGO) et la Banque Populaire Rives de Paris (BPRI) et incluant le Crédit Coopératif et la Caisse d'Epargne envisage la mise en place d'une dette Senior de 26.2 millions d'euros pour les différentes tranches du projet auxquels pourront s'ajouter des crédits relais (TVA de 4 000 000 € + subventions de 1 320 000 €). L'analyse du financement par les différents comités est en cours de finalisation. Le financement est ainsi :

- CAPEX : 34 536 k€
- Fonds propres : 6 096 k€
- Subventions : 2 200 k€
- Emprunt principal : 26 240 k€
- Emprunt TVA : 4 000 k€
- Relais sur subventions : 1 320 k€

• **7.4. Obtention d'une lettre d'intention d'un investisseur**

Un investisseur, spécialisé dans la cogénération, a transmis le 5 novembre 2018 une lettre d'intention portant sur le rachat des actions des sociétés support de projet des deux centrales de cogénération (Vignes 4 et Vignes 5) et les deux centrales en toiture des serres (Vignes 1 et Vignes 2). En fonction de la réponse définitive de cet investisseur, GEP n'exclue pas d'organiser un processus de vente concurrentiel, comme cela a été fait pour les cessions des trois dernières centrales éoliennes (une centrale par an).

• **7.5. Fin des travaux pour les deux cogénérations et obtention du tarif C13**

Le 8 octobre 2018, GEP a adressé les DCC (Demandes Complètes de Contrats) à EDF-OA (EDF Obligation d'Achat) en vue d'obtenir la certitude de bénéficier du contrat C13. Cette procédure oblige GEP, Eiffage et les prestataires à faire diverses déclarations permettant de démontrer à EDF-OA que les centrales de cogénération sont bien terminées. En date du 3 décembre 2018, GEP recevait une attestation de EDF-OA validant le contrat C13.

Note 8. Stocks et en-cours

	30/06/2018			31/12/2017
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
En cours de biens et de services	353	-	353	170
Matières - Marchandises	19	(19)	-	-
Total	372	(19)	353	170



Au 30 juin 2018, le stock est constitué majoritairement des travaux en cours réalisés par Sénergies.

Note 9. Clients et autres créances

	30/06/2018			31/12/2017
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	21 044	(567)	20 477	6 032
			-	-
Autres créances d'exploitation	1 438	(250)	1 188	669
Créances fiscales et sociales	2 380		2 380	1 119
Charges constatées d'avance & à répartir	41		41	126
Total autres créances	3 859	(250)	3 609	1 914
			-	-
Total	24 903	(817)	24 086	7 947

Les créances clients comprennent des créances correspondant à des factures à établir sur des chantiers en cours.

Détail des clients par contrat :

Client	30/06/2018	31/12/2017
Projet Payra Vignes 1	2 524	1 560
Projet Payra Vignes 2	2 587	1 584
Projet Payra Vignes 3	2 130	432
Projet Payra Vignes 4	4 811	775
Projet Payra Vignes 5	4 767	689
Projet Payra Spiruline Rives Gauche & Droite	2 407	
Projet Perles (MSE Le Haut des Epinettes)	110	235
Clients Senergies	905	531
Divers	237	226
Montant	20 477	6 032

Ventilation du poste clients (net)	30/06/2018	31/12/2017
Factures à établir	19 321	5 151
Clients	955	682
Clients douteux	201	199
Total	20 477	6 032



Note 10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30/06/2018	31/12/2017
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités et équivalents	2 726	8 245
Trésorerie à l'actif du bilan	2 726	8 245
<i>Dont trésorerie disponible</i>	2 726	8 245
<i>Dont trésorerie bloquée</i>	-	-
Découverts bancaires et équivalents	(58)	(148)
Trésorerie nette	2 667	8 098

Les découverts bancaires proviennent essentiellement de GEP (55 k€ dont 53 k€ de préfinancement du CICE).

Note 11. Capital social

Au 31 décembre 2017, le capital social s'élevait à 2 067 151.02 €, divisé en 6 264 094 actions de 0.33 € de valeur nominale.

Le 1er avril 2014, le Conseil d'Administration, a attribué 100 000 actions gratuites au personnel opérationnel de GEP, dans le cadre d'un plan « de fidélisation ». Ces 100 000 actions gratuites ont été réduites à 75 000 après le départ d'un collaborateur durant la période. Ces actions bénéficient par ailleurs des décisions d'attribution d'actions gratuites prises entre 2014 et 2017.

14

Le conseil d'Administration réuni le 13 avril 2018 a ainsi attribué à 3 collaborateurs de la société 91 112 actions nouvelles.

Le capital social est ainsi fixé à la somme de 2 097 218 €. Il est divisé en 6 355 206 actions de 0,33 € de valeur nominale, toutes de même catégorie et entièrement libérées.



Note 12. Bons de souscription d'actions

BSA 2012 (1€)	Nombre	Dilution Potentielle
Jean Marie Santander	710 727	863 429
Philippe Perret	681 565	828 001
Tjerk Visser	250 000	303 713
Intimis Investments SA	234 375	284 731
Montant	1 876 667	2 279 874

BSA 1 (4,80€)	Nombre	Dilution Potentielle
Yann Seguin	3 300	74 360 (1)
Laurent Benissa	3 300	74 360 (1)
ACM	3 400	76 613 (1)
Montant	10 000	225 333

BSA 3 (4,96€)	Nombre	Dilution Potentielle
ACM	11 250	245 323 (1)
Montant	11 250	245 323

(1) Annulés au 21 juillet 2018 car non exercés.

Le tableau donne la situation des BSA en circulation au 30/06/2018 avec leur prix d'exercice respectif et le nombre d'actions susceptibles d'être créées.

15

Note 13. Provisions

	Total
Valeurs au 31/12/2017	790
Dotations	329
Reprises non consommées	(372)
Reprises consommées	-
Valeurs au 30/06/2018	747

- Litige avec d'anciens partenaires**

Une provision de 125 K€ a été constituée à la clôture de l'exercice 2016 pour couvrir un litige avec d'anciens apporteurs d'affaires. Par jugement du 26 janvier 2017, Global EcoPower a été condamnée à payer 250 K€ dans le cadre d'un litige portant sur l'exécution d'un protocole. Global Ecopower a interjeté appel et la provision a été portée à 250 K€ à la clôture de l'exercice 2017.



- **Litige Prud'homal sur Senergies**

Une provision de 38 K€ a été constituée à la clôture de l'exercice 2017 dans le cadre d'une procédure prud'homale en cours pour laquelle la Société a été condamnée en première instance en février 2018 à un total de 149 K€. Global EcoPower a interjeté appel du jugement. Un complément de provision de 111 K€ a été comptabilisé au 30 juin 2018.

- **Provision pour licenciements économiques sur Senergies**

Un plan de restructuration de la Société a été mis en œuvre. Dans ce contexte, 12 salariés ont quitté l'entreprise à la fin du mois de juillet 2018. Les coûts relatifs à ces licenciements ont été provisionnés au 30 juin 2018, à hauteur de 218 K€, eu égard au fait que la décision de restructuration initiée envers les salariés était prise avant le 30 juin 2018.

- **Litige avec le liquidateur de l'ancienne société Senergies**

La procédure engagée, ayant donné lieu à la constitution de la provision de 372 K€ à la clôture de l'exercice 2017, a été arrêtée avec la signature d'un protocole le 16 octobre 2018 dans lequel les parties se sont engagées à ne pas faire de contentieux. La provision a donc été reprise en intégralité au 30 juin 2018.

Note 14. Dettes financières

	Emprunts bancaires SPV	Dettes factor	Autres dettes financières	Total dettes financières
Valeurs au 31/12/2017	-	-	2 303	2 303
Augmentation			208	208
Diminution				-
Variation périmètre				-
Valeurs au 30/06/2018	-	-	2 512	2 512

Les dettes financières, au 30 juin 2018, se détaillent ainsi :

- Investeole (devenue GEP RESEARCH) 93 K€ d'emprunt obligataire,
- GEP 2 204 K€ BPI prêt croissance,
- 208 K€ d'intérêts courus non échus.

La trésorerie nette du groupe s'élève à 2 667 K€ au 30 juin 2018 (2 667 K€ de trésorerie positive pour 58 K€ de concours bancaires court terme).

Global EcoPower a contracté auprès de BPI France un Prêt Croissance International (PCI) d'un montant de 1 204 K€, d'une durée de 7 ans avec 2 ans de différé d'amortissement, à un taux de 2.29%. Cet



emprunt vient se rajouter à l'emprunt de 1 M€ déjà contracté par GEP auprès de BPI France. Ces financements sont destinés à supporter le déploiement du Groupe à l'étranger. Au 30 juin 2018, le solde de ces emprunts s'élève à 2 204 K€.

Un emprunt obligataire d'une durée de 4 ans a été émis par la société InvestEole en 2014 : (i) Montant unitaire : 1 000 €, (ii) Echéance : 31 décembre 2018 et (iii) coupons : 2% en 2015, 5 % en 2016, 5 % en 2017 et 14 % en 2018. Le montant de cet emprunt obligataire (auprès d'investisseurs extérieurs au groupe) s'élève, au 30 juin 2018, à 93 K€.

La variation du poste entre le 31 décembre 2017 et le 30 juin 2018 est liée aux intérêts courus pour 208 K€.

Note 15. Fournisseurs et autres passifs courants

	30/06/2018	31/12/2017
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 259	3 462
Dettes fiscales et sociales	7 886	5 731
Comptes courants		
Autres dettes	157	267
Produits constatés d'avance		26
Total autres dettes et comptes de régularisation	8 043	6 024
Total dettes non financières	18 302	9 486

Les dettes fournisseurs comprennent 6 297 k€ de factures non parvenues.



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 16. Chiffre d'affaires

	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2017
Centrale éolienne de Perles (MSE Le Haut des Epinettes)		14 744	11 353
Projet Payra Vignes 1	803	1 300	
Projet Payra Vignes 2	836	1 320	
Projet Payra Vignes 3	1 415	360	
Projet Payra Vignes 4	3 363	646	
Projet Payra Vignes 5	3 399	574	
Projet Payra Spiruline Rives droite & gauche	2 006		
Centrale éolienne de La Vallée du Don (PEVD)			(28)
Senegies	1 254	2 777	1 320
Autres	50	70	26
Chiffre d'affaires consolidé	13 127	21 792	12 670

18

Le prix de vente global des centrales se présente ainsi au 30 juin 2018 :

	Vignes 1	Vignes 2	Vignes 3	Vignes 4	Vignes 5	Spiruline Rives droites & gauche
Prix de vente de la centrale	7 717	8 186	5 800	6 527	6 456	8 097
Niveau d'avancement au 30.06.2018	27,3%	26,3%	30,6%	61,4%	61,5%	24,8%
Niveau d'avancement au 31.12.2017	16,8%	16,1%	6,2%	9,9%	8,9%	0,0%

Note 17. Résultat financier

Les opérations financières comprennent les produits de trésorerie, le coût de l'endettement financier brut et les autres charges et produits financiers.

	30/06/2018	30/06/2017
Intérêts reçus et produits assimilés	1	907
Intérêts versés et charges assimilées	(44)	(925)
Dotations nettes aux provisions (intérêts de retard)		
Résultat financier	(43)	(18)



Note 18. Impôt sur les bénéfices

	30/06/2018	30/06/2017
Impôts exigibles	1 038	97
Impôts différés		3
Total	1 038	100

Les 1 038 k€ correspondent à l'impôt sur les sociétés théorique du Groupe, calculé sur la base des comptes sociaux semestriels de l'ensemble des entités intégrées fiscalement.